N I C O L A S D U P O N T

Maître de conférences en droit privé,

Université Paris Saclay,

Membre du CERDI,

nicolas.dupont@universite-paris-saclay.fr

F O R M A T I O N

2008 Doctorat de Droit Privé,
Université de Nanterre, mention très honorable avec félicitations ***(« L'objectivation en droit privé »).***
-*Directrice de thèse : Béatrice THULLIER*
-*Date et lieu de soutenance* : 19 septembre 2008 ; Université de Paris Ouest Nanterre La défense.
-*Composition du jury* **:** - M. le professeur A. LYON-CAEN (Université de Paris Ouest-Nanterre), président ; - M. le professeur P. ANCEL (Université de Saint-Etienne), rapporteur ; - Mme le professeur J. ROCHFELD (Université Paris I Panthéon Sorbonne), rapporteur ; - Mme le professeur C. GRARE-DIDIER (Université de Rouen) ; - Mme le professeur B. THULLIER (Université de Paris Ouest-Nanterre).

A C T I V I T E S P E D A G O G I Q U E S E T M A T I E R E S E N S E I G N E E S

-Introduction au droit.
-Droit commercial.
-Droit des affaires.

T H E M E S D E R E C H E R C H E

-Droit civil.
-Droit de la consommation.
-Nouvelles technologies et protection des consommateurs.
-Droit judiciaire privé.

T R A V A U X U N I V E R S I T A I R E S E T P U B L I C A T I O N S

ARTICLES ET CHAPITRES D'OUVRAGE.

-(2021) « Le créancier peut-il invoquer la force majeure ? », *Contrats, concurrence, consommation*, juillet 2021, étude 7, p. 8 et s.
-(2021) « Des actions en garantie des vices cachés et de celles fondées sur le dol. Quelle articulation ? Pour quel intérêt ? », *Contrats, concurrence, consommation***,** mars 2021, étude n°4, p. 5 et s.
-(**2020**) « **Vers une information renforcée des consommateurs sur la réparabilité et la durabilité des produits »,** *Contrats, concurrence, consommation*, janvier 2020, focus n°1, p. 3 et s.
-(2019) « Quelles perspectives en matière de durabilité et de réparabilité des produits de consommation ? », *JCP Entreprise et Affaires*, 2019.1553, n°50, pp. 33-44.

-(2018) « Actions de groupe et actions collectives classiques. Concurrence ou complémentarité ? Etude à partir du droit de la consommation » co-rédigé avec M. J. Azar-Baud, *Contrats, concurrence, consommation, novembre 2018,* étude n°15, p. 7 et s.

-(2016) « Durabilité des produits et disponibilité des pièces détachées. Où en est-on ? », *JCP Entreprise et Affaires,* 2016.1004, n°1, pp. 38-44.

-(2015) « Les obligations légales d'information à la charge des professionnels. Intérêts et limites », in « *Protection des consommateurs. Les nouveaux enjeux du consumérisme* », dir. D. ROUX et L. NABEC, éditions EMS, 2016, pp 79-89.

-(2014) « Peut-on en finir avec l'obsolescence programmée ?», *Contrats Concurrence Consommation,* 2014, Etude n°10 (octobre).

-(2013) « Pour un élargissement du droit d'agir des associations au nom de la protection des personnes vulnérables », *Revue de la recherche juridique/Droit prospectif,* 2013/2, pp. 705-736.

-(2010) « **L'interdiction de se contredire au détriment d'autrui en procédure civile française** », *Revue Trimestrielle de Droit Civil,* 2010, pp. 459-485.

-(2009) « **L'action en justice des associations de consommateurs en matière de sécurité** », *Contrats Concurrence Consommation,* 2009, Etude n°2 (février), pp. 9-21.

-(2008) « **Le droit mou professionnel d'initiative privée. Quel intérêt pour les consommateurs ?** », *Revue de la Recherche Juridique/Droit Prospectif,* 2009/3, pp. 1201-1221.

NOTES DE JURISPRUDENCE

-(2021) « La destruction volontaire de la marchandise par le transporteur n'est pas nécessairement une faute inexcusable », *Actu-juridique.fr,* éd. Lextenso, 06 juillet 2021.

-(2021) « Prêt immobilier : la clause de déchéance du terme en cas de déclaration inexacte n'est pas nécessairement abusive », *JCP Entreprise et affaires,* 2021.1359.

-(2021) « Obligation de sécurité de résultat pour l'entreprise chargée de l'entretien et de la maintenance d'une porte automatique de garage », n. sous Cass. 3ème civ., 05 novembre 2020, *Les Petites Affiches,* 27 avril 2021.

-(2021) « Quelle responsabilité pour les exploitants de magasins vis-à-vis de la clientèle accueillie ? », n. sous Cass. 1ère civ., 09 septembre 2020, *Revue Lamy de Droit civil n°189,* février 2021, p. 13 et s.

-(2020) « Brèves précisions sur la responsabilité des architectes », n. sous Cass. 3ème civ., 19 mars 2020, *Les Petites Affiches,* 24 août 2020, pp. 6 et s.

-(2020) « L'extension du droit de la consommation aux relations B to B immobilières : le cas des clauses abusives », n. sous Cass. 3ème Civ., 7 novembre 2019, *Les Petites Affiches,* 3 février 2020, p. 14 et s.

-(2018) « Quel intérêt revêt encore l'interdiction de se contredire en procédure civile », n. sous Cass. 2ème civ., 15 mars 2018, *JCP Entreprise et affaires,* 2018, n°24 (13 juin 2018).

-(2015) « Interdiction de se contredire et contradictions inter-procès », n. sous Cass. Soc., 22 septembre 2015, *JCP Entreprise et Affaires,* 2015. 1573.

-(2015) « Estoppel et Appel », n. sous Cass. 1ère civ, 10 février 2015, *JCP Entreprise et Affaires,* 2015.1189.

-(2015) « Retour sur la subjectivation de la faute lourde », n. sous Cass. 1ère civ., 29 octobre 2014, *JCP Entreprise et Affaires,* 2015.1038.

-(2014) « Brèves précisions sur les conditions de l'interdiction de se contredire au détriment d'autrui », n. sous Cass. 1ère civ., 24 septembre 2014, *JCP Entreprise et Affaires,* 2014.1608.

-(2014) « Le relevé d'office dans le cadre de l'action en suppression de clauses engagée par une association de consommateurs», n. sous Cass. 1ère civ., 1er octobre 2014, *JCP Entreprise et Affaires, 2014.1591.*

-(2014) « Du caractère déloyal de la vente d'ordinateurs avec logiciels préinstallés », n. sous Cass. 1ère civ., 5 février 2014, *JCP Entreprise et Affaires,* 2014.1146, pp. 35-37.

-(2014) « Le vaccin, le lien de causalité et… le médecin », n. sous Cass. 1ère civ., 23 janvier 2014, *JCP Entreprise et Affaires,* 2014.1105, pp. 27-30.

-(2013) « Vaccins contre l'hépatite B et sclérose en plaques : l'assouplissement jurisprudentiel confirmé », n. sous Cass. 1ère civ., 10 juillet 2013, *Revue générale de Droit médical,* Panorama de droit pharmaceutique, 2014, p 251-259.

-(2013) « Filature organisée par l'assureur : licéité au regard de la vie privée de l'adversaire », n. sous Cass. 1ère civ. 31 octobre 2012, *Recueil Dalloz 2013*, pp. 226-229.

-(2012) « La clause de prorogation de délai en matière de vente en l'état futur d'achèvement : conformité à l'article L. 132-1 du Code de la consommation », n. sous Cass. 3ème civ., 24 octobre 2012, JCP *Entreprise et Affaires*, 2012. 1723, pp. 42-45.

-(2011) « Recevabilité de l'action engagée par une association de consommateurs ayant modifié ses statuts », n. sous Cass. 1ère civ., 20 octobre 2011, *JCP Entreprise et Affaires*, 2011, 1834, pp. 36-38

-(2011) « L'action en représentation conjointe des associations de consommateurs ou l'action mal-aimée des juges », n. sous Cass. 1ère civ., 26 mai 2011, *Recueil Dalloz* 2011, pp. 1884-1887.

-(2011) « Le moyen contraire aux précédentes écritures ou comment éluder les règles de compétence exclusive », n. sous Cass. 2ème civ., 9 septembre 2010, *Recueil Dalloz* 2011, pp. 145-148.

-(2011) « Action en justice des associations de consommateurs et clémence de la jurisprudence civile : au tour de l'action en suppression des clauses abusives », n. sous Cass. 1ère civ., 3 février 2011, *JCP Entreprise et Affaires*, 2011, 1285, pp. 39-43.

-(2010) « Vente liée d'ordinateurs et de logiciels : une victoire en demi-teinte des consommateurs », n. sous Cass. 1ère civ., 15 novembre 2010, *JCP Entreprise et Affaires*, 2010. 2135, pp. 36-38.

-(2010) « Nouvelles précisions concernant le régime des clauses limitatives de responsabilité », n. sous Cass. com., 29 juin 2010, *Les Petites Affiches*, 16 août 2010, pp. 7-14.

-(2010) « De quelle façon le banquier exécute-t-il correctement son devoir de conseil en matière d'assurance de groupe ? », n. sous Cass. com., 16 mars 2010, *JCP Entreprise et Affaires*, 2010.1765, pp.12-14.

-(2010) « Vers une dépénalisation de l'action collective des associations habilitées ? », n. sous Cass. 1ère civ., 25 mars 2010, *Recueil Dalloz 2010*, pp. 1842-1846.

-(2010) « Le juge de la mise en état et l'exigence d'impartialité », n. sous Cass. 2ème civ., 10 septembre 2009, *Les Petites Affiches*, 2 février 2010, n°25, pp. 9-14.

-(2009) « Le juge, le contrat et l'enrichissement sans cause », n. sous Cass. 1ère civ., 5 novembre 2009, *JCP Générale 2009, n°51, élément 561* (JCP G du 14 décembre 2009, pp. 16-19).

-(2009) « Retour sur le devoir de conseil du banquier en matière d'assurance de groupe », n. sous Cass. 2ème civ., 3 septembre 2009, *JCP Générale 2009, n°49, élément 511* (JCP G. du 30 nov. 2009, pp. 28-30).

-(2009) « La jurisprudence, le vaccin et le lien de causalité », n. sous Cass. 1ère civ., 25 juin 2009 et 9 juillet 2009, *Les Petites Affiches*, 4 décembre 2009, pp. 7-14.

-(2009) « De la clémence des juges à l'égard des associations non habilitées à agir par la loi », n. sous Cass. 3ème civ., 1er juillet 2009, *JCP Générale, 2009, n°47, élément 454* (JCP G. du 16 nov. 2009, pp. 13-15).

-(2009) « **Le devoir de conseil du banquier en matière d'assurance de groupe** », n. sous Cass. 1ère civ., 22 janvier 2009, *JCP Générale, 2009. II. 10055* (JCP du 25 mars 2009, pp. 39-42).

-(2008) « Conflit entre droit à la preuve et vie privée », n. sous Cass. 1ère civ., 16 octobre 2008, *Gazette du Palais* 2008, n°335 à 337 (du 30 nov. au 2 déc. 2008), sommaires de jurisprudence, pp. 33-37.

-(2008) « Recevabilité de l'action en justice d'une association non habilitée à agir par la loi », n. sous Cass. 1ère civ., 18 septembre 2008, *JCP Générale 2008. II. 10200* (JCP G. n°49 du 3 déc. 2008, pp. 32-35).

PROJETS DE RECHERCHE /COMMUNICATIONS

1-(2013/2014) « Les obligations légales d'information à la charge des professionnels. Intérêts et limites », communication présentée dans le cadre du colloque PICRI CRIC, *Communication Résistance et Information des Consommateurs*, 6 mars 2014, **Ministère de l'Economie et des finances**, et 5 juin 2014, **IUT de Sceaux**.

2-(2015/2016) Coordinateur du Projet **« Durabilité et obsolescence programmée des biens de consommation. Enjeux et perspectives »,** en partenariat avec l'Association Léo Lagrange. Obtention **du *Bonus attractivité recherche Paris Sud*** *grâce à ce projet (classé 1er).*

3-(2017) « Le droit à l'épreuve de l'obsolescence », 19 juin 2017, communication présentée dans le cadre de la journée de recherche sur l'obsolescence, IUT de Sceaux.

4-(2017-2019) **« Actions de groupe et autres actions associatives : Quels liens ? Quelle articulation ? ».** Recherche engagée avec Maria José Azar Baud dans le cadre de **l'Observatoire des actions de groupe** (Université Paris Sud).

5-(2018) Colloque « Durabilité et obsolescence programmée des produits de consommation », colloque MSH PARIS SACLAY, 14 décembre 2018, sous la direction de N DUPONT et Y. PAGNERRE.

6-(2020) « Durabilité et réparabilité des produits de consommation : enjeux et perspectives juridiques », conférence dans le cadre des JPRO de l'IUT de Sceaux, 10 mars 2020.

7-(2021) « Brefs propos sur l'obligation générale de sécurité du Code de la consommation », conférences dans le cadre des JPRO, Iut de Sceaux, 10 mars 2021.

(2019-2021) « **L'action de groupe en matière de données personnelles. Quelle valeur ajoutée et quelle articulation avec les actions classiques** ? », en cours.

A U T R E S R E S P O N S A B I L I T E S

-Participation à différents de Comités de Sélection

-Encadrement d'étudiants, guidance de mémoires et accueil de doctorant dans le cadre du LERU Law PhD exchange

-Expertise, relecture, évaluation et révision d'articles en vue de leur publication.